

L'hystérie du « Québec dans le rouge » de la veille du budget **Derrière la carence de productivité : la question nationale**

Malgré ce que le Centre de la productivité et de la prospérité de l'École des Hautes études commerciales (HEC) de Montréal considère comme une contre-performance mondiale y compris au sein des pays de l'OCDE, la productivité de la force de travail québécoise s'est accrue de 50% depuis 1981¹. De 1961 à 2004, le PIB canadien par habitant, corrigé de l'inflation, a été multiplié par 2.6². Pourtant dans les années 60 et début 70, le Québec, avec une productivité d'environ deux fois moins grande et un taux de dépendance démographique plus important³, dû au *baby boom* et non au *baby bust* d'aujourd'hui, a construit un éventail impressionnant d'infrastructures publiques et s'est doté d'une panoplie de services publics et de programmes sociaux. « *Au début des années 60, Jean Drapeau a livré 26 km de métro et 26 stations en 4 ans à peine, avec l'argent et les ressources techniques de la Ville. Montréal n'était pas plus riche dans les années 60 qu'aujourd'hui* »⁴. On se dit qu'un Québec indépendant sans rapports antagoniques avec ses voisins aurait amplement les moyens du plein emploi écologique... à condition de se rappeler que l'argent est dans les banques et consorts y compris celles de l'ombre.

Le bilan 2013 des HEC sur l'économie québécoise ne tirerait-il pas des conclusions idéologiques en rupture avec son analyse ? Une lecture rapide de ce rapport très commenté révèle des failles évidentes et faciles à réfuter. Reste, cependant l'enjeu de la relative faible productivité de l'économie québécoise... quoique il faille jauger la signification du concept de productivité. La vraie question à poser ne serait-elle pas celle d'une stratégie de la relance de l'économie (et de la société) québécoise pour se sortir du marasme des crises économique et écologique ? Le test d'une telle stratégie ne serait-il pas une hausse de la productivité de la force de travail sous contrainte du respect des équilibres écologiques dont la productivité des sols agraires et forestiers ? Une stratégie de relance appelle une mobilisation profonde et prolongée comme celle de la dite « révolution tranquille », en particulier sa phase proprement prolétarienne (1966-1976) à distinguer de sa phase à hégémonie bourgeoise dite « progressiste » (1960-1966).

Pour démarrer cette mobilisation, des luttes défensives pour des gels, contre des coupures et pour le statu quo amélioré ne sauraient y arriver d'autant plus que l'actuelle contre-offensive néolibérale ne laisse au social-libéralisme qu'au mieux le ralentissement des contre-réformes. Ne modifiant en rien le fond du problème et sa dynamique de « course vers le fond du baril », cette voie de l'alternance s'avère totalement irréaliste à moins d'être une simple tactique ouvrant la porte d'une stratégie vers un « projet de société ». Encore faut-il présenter concrètement le projet alternatif dès maintenant au cœur des luttes afin de créer une perspective d'espérance qui irrigue la combativité. La perspective d'une constitution avec son cortège de chartes se présente plutôt comme un grand éteignoir abstrait déconnecté du terrain des luttes réellement existantes. Le printemps érable, qui revendiquait le gel des frais de scolarité, revendication défensive restreinte à l'université, a connu un relatif succès mobilisateur parce qu'il fut chargé à bloc par la perspective de la gratuité scolaire. N'est-ce pas là la voie générale à suivre pour un parti de gauche ? En plus d'être l'intégrateur de « *la pluralité des thèmes de radicalisation qui travaillent [la lutte de classe]* », ce parti « *[n]'étant pas qu'un parti des luttes, [doit] chercher à féconder ces dernières d'une perspective politique de classe subversive.* »⁵

1 Centre de la productivité et de la prospérité de l'École des Hautes études commerciales, [Productivité et prospérité au Québec](#), bilan 2013, graphique 3

2 Statistique Canada, L'Observateur économique canadien, supplément statistique historique 2004/2005, tableau 6

3 Centre de la productivité et de la prospérité de l'École des Hautes études commerciales, [Productivité et prospérité au Québec, bilan 2010](#), graphique 10

4 Projet-Montréal, [Richard Bergeron vote à regret contre le Plan de transport](#), 17/06/08

5 [Entretien avec Olivier Besancenot - « Face à une bourgeoisie décomplexée, le défi est de parler de nouveau en notre propre nom »](#), Revue L'Anticapitaliste du NPA, janvier 2014

Derrière le déficit de productivité, la résistance sociale

Le bilan 2013 des HEC donne clairement tort à la thèse du travailleur québécois paresseux promue par l'ex premier ministre Bouchard. L'intensité du travail et le taux d'emploi sont dans la moyenne des 21 pays de l'OCDE de l'échantillon choisi⁶. En découle que « [n]otre rythme de croissance économique moyen [de trente dernières années] est plus élevé que celui de l'Ontario (1,29 % contre 1,17 %) et il se compare à celui du Canada qui est gonflé par les provinces pétrolières (1,30 %). »⁷

On y apprend l'exemplarité québécoise de l'égalité de la distribution des revenus par rapport aux autres provinces canadiennes et aux ÉU. Même si la distribution des revenus au Québec est, en 2011, une des plus inégalitaires avant impôts et transferts parmi les provinces canadiennes, elle y devient une des plus égalitaire après impôts et transferts⁸. Si à l'aube de l'ère néolibérale, il y a trente ans, la distribution du revenu au Québec après impôts et transferts se comparait à celle du Canada, elle s'est maintenue au même niveau depuis pendant qu'elle dégringolait au Canada⁹. On peut penser que la résistance populaire québécoise aux politiques néolibérales, dénotée par le taux de syndicalisation le plus élevé des provinces canadiennes et des états étasuniens, y est pour quelque chose¹⁰.

Cette résistance, à la française pourrait-on dire, explique une fiscalité plus lourde¹¹ se traduisant par des services publics plus complets qu'au Canada et qu'aux ÉU. Il est remarquable que durant l'ère néolibérale, le Québec se soit doté de nouveaux programmes tels les garderies à bon marché, les congés parentaux et un régime d'assurance-médicament¹² si imparfaits soient-ils. Reste que le manque de productivité de l'économie québécoise alourdit davantage la facture. Cette égalitarisme relatif, parce qu'il avantage la consommation aux dépens de l'épargne et parce que le dollar canadien imposé au Québec est surévalué par les exportations de pétrole et de gaz, absents du Québec dont le fondement économique est l'industrie elle aussi handicapée par la hausse du dollar canadien, a favorisé dans les dix dernières années un déficit préoccupant de son compte courant¹³. En un mot, parce que le Québec n'est pas maître de sa politique monétaire, il crée de l'emploi net hors de ses frontières.

La question proprement dite de la productivité, entendue comme la production nationale par heure travaillée, se résumerait-elle à un problème de pression fiscale indue sur les entreprises comme le laisse entendre le bilan 2013 des HEC ? Ce rapport pro-patronal « oublie » de mentionner l'ampleur des argents disponibles dans les trésoreries des entreprises :

« [dans une étude du Conseil du travail du Canada (CTC)] on apprend que selon Statistique Canada, les quelque 150 entreprises non financières canadiennes (c'est-à-dire toutes sauf les

6 Centre de la productivité et de la prospérité de l'École des Hautes études commerciales, [Productivité et prospérité au Québec](#), bilan 2013, page 16 : « Ainsi avec un taux d'emploi global de 49% (11^{ie} rang [sur 21 pays de l'OCDE]), et une intensité du travail de 1646 heures travaillées par emploi (12^{ie} rang), il ne reste qu'une seule composante pour expliquer la 16^{ie} position du Québec en matière du niveau de vie : la productivité du travail. À ce chapitre, le Québec n'est pas très performant affichant un faible 54.95\$ par heure travaillée (17^{ie} position). »

7 Louise Chabot, [Le Québec est dans le rouge : un vieux film en reprise](#), blogue, 30/01/14

8 Centre de la productivité et de la prospérité de l'École des Hautes études commerciales, [Productivité et prospérité au Québec](#), bilan 2013, graphique 41

9 Idem, graphique 39

10 Radio-Canada, [Le Québec, champion de la syndicalisation en Amérique du Nord](#), 21/06/12

11 Centre de la productivité et de la prospérité de l'École des Hautes études commerciales, [Productivité et prospérité au Québec](#), bilan 2013, graphique 22

12 Idem, graphique 14

13 Idem, graphique 9

banques) avaient, en 2011, 575 milliards de dollars dans leurs coffres, [... en 2001] les avoirs étaient alors de 187 milliards. "C'est une augmentation de plus de 200 % des réserves de liquidités en une décennie", est-il écrit dans l'étude. »¹⁴

Même les grands argentiers canadiens s'en émeuvent :

« Le ministre des Finances, Jim Flaherty, et le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, ont eux-mêmes reconnu cet été qu'il y a un problème. "C'est de l'argent mort, avait dit M. Carney à la fin de l'été. Si les entreprises ne savent pas quoi faire avec, elles devraient le verser aux actionnaires qui trouveront bien." M. Flaherty avait approuvé : "À un certain point, ce n'est pas au gouvernement de stimuler l'économie, c'est au secteur privé de le faire et ils ont beaucoup de capitaux pour le faire." »

Derrière la résistance sociale, l'oppression nationale

Quoi alors ? Étant donné la très grande intensité du capital fixe par rapport à la force de travail pour le secteur de l'extraction et de la première transformation des ressources naturelles, les entités économiques pour lesquelles ce secteur prédomine lourdement vont connaître une productivité élevée de la force de travail. C'est ce qui explique pourquoi la Norvège et les trois provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve font bande à part en ce domaine¹⁵. Comment expliquer alors la moindre divergence à l'avantage de l'Ontario ?

« Mais il y a un autre facteur déterminant dont l'étude de HEC Montréal ne parle pas : la taille des sociétés. En effet, plus une entreprise est grande, plus elle investit dans la machinerie et la technologie et plus son chiffre d'affaires par heure travaillée est élevé. [...] Ce constat n'explique-t-il pas une partie de l'écart qui existe entre le Québec et l'Ontario, provinces dont le développement ne repose pas sur le pétrole ? L'Ontario héberge la totalité des grands constructeurs d'automobiles, d'importants fabricants de médicaments génériques, d'équipements industriels et la plupart des sièges sociaux du commerce, des communications et de la finance. Autant de secteurs à forte valeur ajoutée contrôlés par un Canada anglais qui a fait de l'Ontario son centre économique et politique. »¹⁶

Chassez la question nationale et elle revient au galop. L'oppression nationale n'a pas qu'une dimension constitutionnelle et culturo-linguistique.

Certes, mille et une raisons expliquent le déclin économique de Montréal par rapport à Toronto. La position décentrée du Québec vis-à-vis l'Ontario ne l'a pas favorisée tant par rapport au développement de l'Ouest canadien que par rapport à la prééminence de l'économie des ÉU sur celle de la Grande-Bretagne qui prévaut depuis la Seconde guerre mondiale. On pense à la proximité du Sud-Ontario et du centre géographique de l'industrie étasunienne de l'automobile d'alors devenue le cœur stratégique industriel par excellence avec la substitution des véhicules routiers au transport ferroviaire dont Montréal était le centre y compris pour la construction de locomotives et des infrastructures¹⁷. S'y ajoute la construction de la Voie maritime du St-Laurent enlevant, il y a plus de 50 ans, au port de Montréal une bonne partie de sa vocation de plaque tournante entre le transport maritime et celui ferroviaire, laquelle stimulait la production manufacturière limitrophe au port, tout en favorisant le transport sans transformation du minerai de fer de la Côte Nord vers les aciéries des Grands lacs¹⁸. La désindustrialisation tant du Sud-ouest de Montréal que du Centre-sud et d'Hochelaga-Maisonneuve en sont de drastiques conséquences.

Derrière le caractère économique, donc apparemment fatidique, de ces facteurs se profilent des

14 Hélène Buzzetti, [Étude du Conseil du travail du Canada - 575 milliards dorment dans les coffres des entreprises](#), Le Devoir, 30/01/13

15 Idem, graphiques 1 et 2

16 Jean-Robert Sansfaçon, [Niveau de vie, les secrets du succès](#), éditorial Le Devoir, 4/02/14

17 Paul-André Linteau et al., L'histoire du Québec contemporain, De la Confédération à la crise, Boréal, 1979, page 95 à 102 (la fièvre des chemins de fer) et pages 391 à 397 (Le dernier boom ferroviaire)

18 Paul-André Linteau, Histoire de Montréal depuis la Confédération, Boréal, 2^{ie} édition, 2000, pages 436-437 et Paul-André Linteau et al., Le Québec depuis 1930, Boréal, 1986, page 225

choix politiques réellement existants. Il y eut cette politique déterminante de la construction du Canada que fut le soutien en argent, en terres et en exemption fiscale au Canadien Pacifique pour unir le pays sur le dos des peuples autochtones et métis « d'une mare à l'autre » et peupler l'Ouest¹⁹ le tout suivi d'une virulente politique anti-francophone allant de la guerre contre les Métis de Louis Riel à l'abolition des écoles francophones du Manitoba officiellement bilingue²⁰. Si le noyau central de la bourgeoisie canadienne, basé à Montréal, fut le grand bénéficiaire de cette expansion, tel ne fut pas le cas pour son corollaire, la Voie maritime qui vit le jour grâce à la collaboration des gouvernements, plus celui canadien qu'étasunien, pour financer sa dispendieuse canalisation²¹. Le coup de grâce au noyau central industriel québécois fut finalement porté par une disparition planifiée des tramways qui laissèrent les rues des villes aux véhicules pétroliers²². Une bonne partie de ce qui restait de l'industrie québécoise, particulièrement l'industrie du textile, du vêtement et du meuble, fut déstructurée par l'ALÉNA, au bénéfice cependant de quelques grands (et petits) exportateurs favorisés momentanément par un dollar canadien bon marché, avantage qui disparut avec la flambée du prix du pétrole sur fond de dépréciation généralisée du dollar étasunien dans la première décennie de ce siècle²³.

La question nationale québécoise apparaît en filigrane dans ses décisions stratégiques du gouvernement canadien. La tendance est à la minoration de l'extension territoriale du fait francophone puis à la marginalisation de la métropole montréalaise. Mais le capital financier formant le centre nerveux des grandes décisions d'investissement, « [c]'est dans le secteur financier que les déménagements vers Toronto ont les effets les plus dévastateurs. L'avance de la Ville-Reine avait commencé à se manifester au cours des années 1930; elle s'accélère dans l'après-guerre et surtout après 1960. »²⁴ Le rapport avec la montée du mouvement national devenu mouvement indépendantiste est ici immédiat, de la lutte contre la conscription de 1942 donnant naissance au Bloc populaire qui n'a pas décollé jusqu'à la grande mobilisation des années 1960-1976 qu'est venu coiffé le Parti québécois. Si finalement Montréal et le Québec n'ont pas été complètement vidés de centres décisionnels économiques c'est qu'a réussi à s'y constituer un secteur financier proprement québécois soutenu fortement par le gouvernement du Québec.

La lutte pour l'indépendance nationale se révèle la réponse stratégique au problème de productivité de l'économie québécoise... en autant qu'elle aboutisse et cette lutte aboutira en autant qu'elle prenne pleinement en compte les conséquences économiques et financières de l'oppression nationale. Quelle est le chemin de cette indépendance pour exproprier les banques et reprendre le contrôle de notre économie en ces temps de crises structurelles économique et écologique ? Faut-il poser la problème comme le fait l'éditorialiste du Devoir en conclusion de son analyse du rapport des HEC : « ...si le Québec veut améliorer sa position concurrentielle dans le monde, il doit devenir plus productif. Le problème, c'est que personne n'a la recette ! » Tout comme le champion bourgeois de la cause indépendantiste, Jacques Parizeau, l'éditorialiste du Devoir, en bon nationaliste réformiste, baisse les bras pour ne pas avouer son accord de fond avec l'austérité péquiste qui n'apparaît « prospérité » qu'à cause de la politique d'immédiat déficit zéro des deux autres partis néolibéraux mise à part les vacillements des Libéraux.

Toutefois, l'éditorialiste se rend bien compte que la nouvelle politique « *Priorité emploi* » du PQ²⁵

19 Wikipédia, [Canadien Pacifique](#), consulté le 10/02/14

20 Wikipédia, [Question des écoles du Manitoba](#), consulté le 10/02/14

21 Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent, [L'historique de la Voie maritime](#), année 1954

22 Sidney Ribaux, [La petite histoire de la disparition des tramways](#), Métro-Montréal, 27/05/13

23 Buttonwood, [The coin has two faces](#), The Economist, 1/02/14

24 Paul-André Linteau, Histoire de Montréal depuis la Confédération, Boréal, 2^è édition, 2000, pages 448

25 Il est remarquable que Québec solidaire, à part l'inévitable point de presse au moment de l'annonce gouvernementale, n'est pas daigné émettre le moindre communiqué de presse à propos de cette politique gouvernementale cruciale. Est-ce à cause de l'appui des centrales syndicales à cette politique, appui à peine moins enthousiaste que celui patronal ? (voir [Revue de presse des](#)

qui déroule le tapis rouge aux entreprises (congé fiscal, subventions, prêts, participation étatique minoritaire, bradage hydroélectrique) dont l'anti-écologique cimenterie de Port-Daniel est le dernier avatar²⁶, ne résoudra pas le problème de fond, soit la basse productivité de l'économie québécoise. Il renouvellera plutôt le pillage des ressources nationales jusqu'à épuisement comme ce fut le cas pour l'industrie des pâtes et papiers et celle du sciage. De s'interroger à juste esient l'éditorialiste du Devoir :

« Tout ça pour ça ? sommes-nous portés à nous demander compte tenu des 2 milliards de fonds publics en jeu, des coûts cachés de la production d'électricité excédentaire vendue au rabais et de l'importante bureaucratie qu'il faudra mobiliser pour administrer ces programmes. [...] ...en cette période d'austérité, on aurait aussi pu commencer par se demander pourquoi le Québec fait moins bien que l'Ontario, qui n'offre pourtant même pas le tiers des avantages fiscaux du Québec à ses entreprises et qui ne solde pas son électricité. »²⁷

Non seulement la même politique au carré vaut-elle du côté fédéral — même la formation de la main d'œuvre sera enlevé aux provinces pour être remise aux entreprises — mais en plus l'aide à l'entreprise manufacturière ira plutôt du côté ontarien :

« En matière d'aide aux entreprises dont on a beaucoup critiqué le manque de productivité depuis quelques années, le budget s'en tient aux crédits d'impôt existants et surtout aux milliards de baisses d'impôts accordées au fil des ans. Des baisses qui n'ont eu aucun des effets positifs attendus sur l'investissement productif, les entreprises ayant plutôt choisi de refiler l'avantage à leurs actionnaires et d'engranger le reste. Seul le secteur de l'automobile concentré en Ontario aura droit à une aide directe d'un demi-milliard sur deux ans... »²⁸

Si la lutte pour l'indépendance reste le but stratégique incontournable pour résoudre l'énigme de la productivité, pour ne pas rater la cible il faut questionner à fond ce que signifie le concept de productivité. Derrière une apparence scientifique neutre, n'y a-t-il pas là un autre piège du capital ? C'est ce que le prochain article analysera.

Restera ensuite à examiner, à partir du Printemps érable et de son potentiel mobilisateur inspiré par la revendication de la gratuité, la voie à suivre pour aboutir à la libération du peuple québécois.

Marc Bonhomme, 17 février 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

[réactions à l'annonce de la politique économique du gouvernement du PQ](#), Presse-toi-à-gauche, 8/10/13)

26 Le Devoir, [Cimenterie à Port-Daniel – La CAQ et les Métallos reviennent à la charge](#), 13/02/14

27 Jean-Robert Sansfaçon, [Politique économique - Budget d'automne?](#), Le Devoir (éditorial), 8/10/13

28 Jean-Robert Sansfaçon, [Budget fédéral – À la républicaine](#), Le Devoir (éditorial), 12/02/14